

Nouvelle judéophobie ou vieil antisémitisme ?

Nonna Mayer

► **To cite this version:**

Nonna Mayer. Nouvelle judéophobie ou vieil antisémitisme ?. Raisons politiques, Presses de Science Po, 2004, pp.91 - 103. hal-01719392

HAL Id: hal-01719392

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01719392>

Submitted on 28 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nouvelle judéophobie ou vieil antisémitisme ?

DÉPUIS L'AUTOMNE 2000, la France connaît une hausse sans précédent des actions antisémites. Les statistiques du ministère de l'Intérieur publiées chaque année par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) ¹ font état, pour l'année 2003, de 588 faits dont 125 actions violentes (atteintes aux personnes ou aux biens) et 463 menaces (graffitis, tracts, actes d'intimidations). Si le chiffre global a baissé par rapport à 2002 (588 au lieu de 932 faits recensés), il reste à un niveau nettement supérieur à celui qu'on observait dans les années 1990. Depuis 2000, actions et menaces antisémites sont majoritaires par rapport aux autres formes de racisme recensées. Elles représentaient 37 % du total en 1999, elles atteignent 82 % en 2000, 51 % en 2001, 71 % en 2002 et plus de 72 % en 2003 (graphique 1). 32 de ces agressions avaient pour cible des mineurs, et elles ont fait au total 21 blessés en 2003, le chiffre le plus élevé depuis 1993, qui dépasse pour la première fois le nombre des victimes des autres formes de racisme (soit 11). Par ailleurs, le profil des agresseurs a changé. Si jusqu'ici l'extrême droite était presque exclusivement à l'origine de ces actes, depuis 2000, elle n'est plus impliquée que de manière résiduelle (9,5 % des violences anti-

1. Voir le détail des actions et menaces dans le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), *La lutte contre le racisme et la xénophobie. 2003*, Paris, La Documentation française, 2004, p. 39-45 et chiffres complets annexe 1.

sémites de 2003, 7 % en 2002). Aujourd'hui la majorité de ces actes sont le fait de jeunes en révolte contre la société, issus de l'immigration maghrébine, « originaires de quartiers dits sensibles, souvent délinquants de droit commun par ailleurs² » et particulièrement réactifs au contexte international. Les pics de violence correspondent très exactement aux débuts de la Seconde Intifada (septembre-octobre 2000), à l'opération Rempart menée par Israël dans le camp de réfugiés de Jénine (avril 2002), et à l'intervention américaine en Irak (mars-avril 2003) (graphique 2). Le rapport de la CNCDH souligne que « les événements du Proche Orient ont ainsi conduit nombre de jeunes à faire ostensiblement état d'une identification avec des combattants palestiniens censés symboliser les exactions dont eux mêmes s'estiment victimes dans la société occidentale³ ». Le compte s'alourdit encore si l'on ajoute aux actions et menaces signalées à la police l'antisémitisme ordinaire recensé par les services de la communauté⁴ – crachats, insultes, et autres incivilités quotidiennes – qui ne font pas toujours l'objet d'une plainte mais entretiennent un climat d'insécurité.

Pierre-André Taguieff, dans un livre récent, y voit l'indice d'une banalisation de l'antisémitisme dans la société française⁵. Au terme d'antisémitisme qui désigne le rejet des « Sémites », Juifs et Arabes confondus, il préfère pour sa part celui de « judéophobie », qui vise explicitement les Juifs. La nouveauté radicale de cette judéophobie, à ses yeux, résiderait dans son mode d'argumentation et ses motifs d'accusation. Elle ne serait plus fondée sur la prétendue supériorité de la race aryenne, comme au temps du nazisme, mais sur l'antisionisme et l'amalgame polémique entre « Juifs », « Israéliens », « sionistes ». Elle retournerait contre les victimes d'hier l'accusation de racisme, faisant de Sharon un substitut d'Hitler, et glorifiant les « victimes » du sionisme, Palestiniens, Arabes et Musulmans. Et si cette nouvelle judéophobie se développe en priorité dans le monde arabo-musulman, avec les réseaux islamistes radicaux, elle toucherait aussi les pays occidentaux, portée par des militants tiers-mondistes, antisionistes et anti-américains, au nom du combat antiraciste et anti-impérialiste. Bref, ce

2. Rapport précité p. 52-53.

3. *Ibid.*, p. 51-52.

4. L'Observatoire du monde juif créé par le Consistoire, le FSJU et le CRIF a mis en service, en octobre 2000, une ligne verte permettant de recueillir le témoignage des victimes. Voir son analyse dans le rapport de la CNCDH précité, p. 63-69.

5. Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fondation du 2 mars/Mille et une nuits, 2002.

nouvel antisémitisme serait en train changer de camp, et de migrer de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique.

Pour le vérifier, on s'appuiera sur les sondages annuels commandés par la CNCNDH⁶ ainsi que sur le panel électoral français 2002, dont les deux premières vagues sont réalisées au moment d'un des pics de violences anti-juifs (avril-mai 2002)⁷. Ces données permettent d'évaluer la proportion d'antisémites en France aujourd'hui et son évolution, de cerner leur profil, et de mettre ces opinions en relation avec leurs perceptions des protagonistes dans le conflit du Proche-Orient.

L'évolution des opinions à l'égard des Juifs, sur le long terme, va plutôt dans le sens d'une acceptation croissante. Le sentiment qu'ils sont des Français à part entière a plutôt progressé. En 1946, un peu plus du tiers de la population adulte considérait qu'un Français d'origine juive était « aussi Français qu'un autre Français⁸ ». À l'automne 2000 plus des deux tiers estimaient que « les Juifs sont des Français comme les autres⁹ ». En 2003 ils sont 89 % (tableau 1). L'idée qu'un candidat à la présidence de la république soit juif ne choque plus¹⁰. La prise de conscience de la nécessité de sanctionner l'expression publique de cette forme de racisme a également progressé. Dans l'enquête CNCNDH

6. Sondage BVA effectué du 24 novembre au 5 décembre 2003, en face à face, auprès d'un échantillon national de 1 052 individus représentatif de la population adulte vivant en métropole.

7. Le Panel électoral français 2002 associe le CEVIPOF, le CIDSP (Centre d'informatisation des données socio-politiques de Sciences Po Grenoble), et le CECOP (Centre d'Études et de connaissances sur l'opinion publique), avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de la Fondation nationale des sciences politiques. L'enquête a été administrée par la SOFRES sur des échantillons construits par quotas et représentatifs de l'électorat français adulte vivant en métropole et inscrit sur les listes électorales. On s'appuie ici sur les deux premières vagues. La première a été effectuée avant le premier tour de l'élection présidentielle, du 8 au 20 avril, en face à face (CAPI), auprès de 4 107 individus. La seconde a été effectuée après le deuxième tour de l'élection présidentielle du 15 au 31 mai, au téléphone (CATI), auprès de 4 017 individus. Voir sa présentation dans Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dirs.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

8. Sondage IFOP pour le CRIF, 13-20 février 1946 (N = 1 132).

9. Sondage Louis Harris pour le rapport 2000 de la CNCNDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. 2000*, Paris, La Documentation française, 2001.

10. En mai 2000, 87 % des Français disent que sa judéité n'aurait pas d'influence sur leur vote (sondage Sofres pour *Le nouveau mensuel*, voir Sofres, *L'état de l'opinion 2001*, Paris, Seuil, 2001, p. 281). En 1966, un sur deux disait qu'il éviterait d'avoir un président juif (sondage Ifop pour le *Nouvel Adam*), en 1978 un quart (sondage Ifop pour VSD), et en 1990 le fait d'apprendre qu'un candidat est de confession juive inciterait moins d'un sur dix à voter pour un autre candidat (sondage Sofres pour *Passage*). Voir Nonna Mayer, « L'antisémitisme français à l'aune des sondages » in Michel Wiewiorka (dir.), *Racisme et modernité*, Paris, La Découverte, 1993, p. 278-288.

2000, 52 % des personnes interrogées estimaient que « les personnes qui tiennent publiquement des propos racistes comme par exemple “sale Juif” devraient être condamnées par la justice » (contre 47 % dans le cas de « sale Arabe »). En 2003 ces proportions sont passées à 65 % et 59 %¹¹. Quant à la proportion de personnes qui cherchent sinon à nier, du moins à oublier le passé de la Seconde Guerre mondiale et l’extermination des Juifs, elle est stable. Ils étaient 17 % en 1998, 17 % en mai 2000, 17 % en décembre 2002¹².

Une seule question pourrait à première vue indiquer une hausse de l’antisémitisme. Elle demande le degré d’accord ou de désaccord des personnes interrogées avec une série de propositions dont celle-ci : « Les Juifs ont trop de pouvoir en France ». Le propos n’est pas anodin. Il se présente comme une version édulcorée du mythe de l’influence occulte des Juifs, véhiculé par les Protocoles des Sages de Sion, faux célèbre fabriqué par la police du Tzar. Il s’inscrit dans un système d’attitude antisémite puisque ceux qui approuvent ce stéréotype pensent aussi que les Juifs sont « trop nombreux » et qu’ils ne sont pas « des Français comme les autres ».

Tableau 1. *Degré d’adhésion à l’opinion*
« Les Juifs ont trop de pouvoir en France » (%)

	1988	1991	1999	2000	2002/1	2002/2	Écart
Tout à fait d’accord	9	10	10	11	8	9	0
Plutôt d’accord	12	11	21	23	16	15	+ 3
Total d’accord	21	21	31	34	24	25	+ 4
Plutôt pas d’accord	19	16	30	30	33	32	+ 13
Pas du tout d’accord	33	33	27	25	28	34	+ 1
Total pas d’accord	52	49	56	54	61	66	+ 14
Sans réponse	27	30	13	12	15	9	- 18
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquêtes CEVIPOF/SOFRES 9-20 mai 1988, OIP 17 juin-3 juillet 1991, Louis Harris/CNCDH 17-24 novembre 1999 et 12-14 novembre 2000, Panel électoral français 2002 vagues 1 (8-20 avril) et vague 2 (15-31 mai), données non redressées.

11. L’échantillon dans les deux enquêtes est scindé en deux, la moitié est interrogée sur « des propos comme “sale Juif” », l’autre moitié sur « des propos comme “sale Arabe” ». Voir les rapports CNCDH 2000 et 2003.
12. Dans une enquête SOFRES pour le CRIF, 30-31 octobre 1998, 17 % estiment qu’on parle « trop » de l’extermination des Juifs pendant la seconde guerre mondiale, 58 % « juste comme il faut » et 24 % « pas assez ». Dans l’enquête SOFRES des 5-6 mai 2000 pour *Le Nouveau mensuel* ces proportions sont respectivement de 17 %, 44 % et 36 %. Voir Olivier Duhamel, « Une opinion philosémite », p. 177-186 in Sofres, *L’état de l’opinion 1999*, Paris, Seuil, 1999 et Sofres, *L’état de l’opinion 2001*, Paris, Seuil, 2001, p. 281.

En 1988 et en 1991, un Français sur cinq environ se dit tout à fait ou plutôt d'accord avec le stéréotype du pouvoir juif. À l'automne 1999, la proportion est passée à 31 %, et elle atteint 34 % à l'automne 2000 (tableau 1). À la veille du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, donc avant même le « séisme » que vont provoquer le score de Jean-Marie Le Pen et sa qualification pour le second tour, la proportion de ceux qui approuvent le stéréotype est retombée à 24 %, et 25 % au lendemain du second tour. Si la tendance semble plutôt à la baisse depuis 2002, le niveau d'antisémitisme ainsi mesuré reste cinq points au dessus du niveau de départ. Les réponses méritent toutefois d'être regardées dans le détail. Entre 1988 et 2002, le noyau dur des antisémites convaincus, ceux qui sont « tout à fait d'accord » avec l'idée que les Juifs ont trop de pouvoir, reste remarquablement stable, aux alentours de 10 %. Dans le même temps, la proportion des personnes qui refusent de répondre, soit parce qu'elles n'ont pas d'opinion sur le sujet, soit parce qu'elles n'osent pas la dire, compte tenu du tabou qui pèse sur l'expression de l'antisémitisme depuis l'Holocauste, a considérablement décliné. En passant de 27 % à 9 %, elle a été divisée par trois en moins de quinze ans. Les opinions se sont structurées sur la question et elles s'expriment plus librement. Mais on note deux évolutions de sens contraire. Dans un premier temps, la libération de la parole est plutôt le fait des antisémites. La proportion des « plutôt d'accord » avec le stéréotype du pouvoir juif augmente de dix points entre 1991 et 1999 puis de 2 points entre 1999 et 2000, donc avant même le début de la Seconde Intifada¹³. Mais entre 2000 et 2002, à l'inverse, c'est le rejet du stéréotype qui s'affirme, la proportion des « plutôt pas » ou « pas du tout d'accord » augmentant de 12 points. Comme le résume le graphique 3, au total, le fait le plus marquant de la période est la hausse record du refus de l'antisémitisme mesuré par l'adhésion au vieux stéréotype de la toute-puissance des Juifs : deux adultes sur trois, au lendemain du second tour de l'élection présidentielle de 2002, affirment leur désaccord. Et cette remontée ne traduit pas une réaction contre la poussée de l'extrême droite et de ses idées,

13. Sur la remontée des opinions antisémites dès 1999, en liaison avec le débat sur la réparation pour les spoliations des Juifs durant la guerre, et l'affaire Papon, voir Nonna Mayer, Guy Michelat, « Sondages, mode d'emploi. Xénophobie, racisme et antiracisme en France : attitudes et perceptions », in CNCDDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. 2000, op. cit.*, p. 87-102. Voir aussi N. Mayer, « Antisémitisme et judéophobie en France en 2002 » in CNCDDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. 2002*, Paris, La Documentation française, 2003, p. 97-107.

puisqu'elle se dessine avant même le 21 avril, comme si les violences répétées contre la communauté juive, loin d'attiser ou de banaliser l'antisémitisme avaient fait prendre conscience du danger qu'il représente. Au total, la polarisation des opinions à l'égard des Juifs a plutôt fait reculer les préjugés à leur égard.

S'il n'a pas progressé, l'antisémitisme a-t-il pour autant changé de nature ? Se pare-t-il maintenant, comme le suggère Pierre-André Taguieff, des couleurs de l'antiracisme, en prenant la défense des Arabes et des Musulmans ? Ce n'est pas le cas non plus. Plus la personne interrogée adhère au stéréotype du pouvoir juif, en avril 2002, au moment même de l'intervention israélienne à Jénine, plus elle a une image négative de l'Islam, plus elle a des opinions négatives à l'égard des minorités quelles qu'elles soient (Noirs, Maghrébins, immigrés et étrangers), plus elle est encline à croire à la supériorité de certaines races sur d'autres, les moins choqués par les discriminations envers les Noirs et les Maghrébins, etc. L'antisémitisme, comme le montrent régulièrement tous les travaux sur le racisme, s'inscrit dans une attitude plus générale d'ethnocentrisme, au sens de valorisation de l'entre soi et rejet de la différence, qu'elle soit ethnique, religieuse ou culturelle¹⁴.

Ceux qui estiment que les Juifs ont trop de pouvoirs n'aiment pas non plus les Arabes, ni les Musulmans, ni les immigrés. Et leur profil est similaire. Ces préjugés racistes et antisémites se développent en priorité dans les milieux peu instruits, chez des personnes en situation d'insécurité économique et d'infériorité sociale, qui font des minorités le bouc émissaire de leurs problèmes. Ainsi l'adhésion au stéréotype du pouvoir des Juifs culmine chez les ouvriers et les sans-diplômes, les chômeurs, quelle que soit la période considérée (tableau 2). Politiquement enfin, ces préjugés sont plus développés à droite qu'à gauche et à l'extrême gauche de l'échiquier politique. C'est, encore et toujours, à l'extrême droite qu'on trouve le plus de racistes et d'antisémites, chez les proches du FN et les électeurs de Jean-Marie Le Pen. Et d'une enquête à l'autre, ils ont progressé à droite, pas à gauche ni à l'extrême gauche (tableau 2).

14. Entre une échelle d'ethnocentrisme (alpha de Cronbach .81) combinant des questions sur la perception des immigrés, leur apport à la culture, les discriminations envers les Noirs et les Maghrébins, la croyance en l'inégalité des races humaines et le sentiment de ne plus être chez soi comme avant en France, et les réponses à la question sur le pouvoir des Juifs, la corrélation mesurée par le R de Pearson est de .44.

Tableau 2. *Opinions méfiantes à l'égard des Juifs selon le profil socioculturel et politique (%)*

	1988	2002 (2)
Total	21	25
SEXE		
Homme	24	27
Femme	20	22
AGE		
18-24 ans	11	12
25-34 ans	16	14
35-49 ans	19	20
50-64ans	27	30
65 ans et +	33	40
DIPLOME		
Primaire	30	39
Primaire supérieur	20	27
Bac	11	20
Bac + 2	11	19
Enseignement supérieur	10	11
CSP INDIVIDUELLE		
Agriculteur	26	38
Patron	25	35
Cadre supérieur	15	21
Profession intermédiaire	18	20
Employé	21	26
Ouvrier	29	30
VOTE PRES. 1 ^{er} TOUR		
Extrême gauche	21	18
Gauche	20	18
Droite	20	24
Extrême droite	37	37
PROX. PARTISANE		
Extrême gauche	19	18
PC	27	22
PS	20	18
UDF	19	20
RPR	25	28
FN	40	40

Une question du panel électoral français 2002 permet enfin de mettre l'antisémitisme en relation avec la réaction affective aux acteurs du conflit israélo-palestinien. Sa deuxième vague d'enquêtes, après le second tour présidentiel, interroge sur la popularité d'un certain nombre de chefs d'État, dont Yasser Arafat et Ariel Sharon, que l'on peut croiser avec l'adhésion au stéréotype de la toute-puissance des juifs en France. La question posée était formulée ainsi : « Et pour chacune des personnalités étrangères suivantes, quel est votre degré de sympathie à son égard, en vous servant toujours de ce thermomètre qui varie de 1 à 10 (1 correspond à une forte antipathie et 10 à une forte sympathie) ? »

Tableau 3. *Mesure de la sympathie éprouvée pour Sharon, Bush, Arafat et Blair*

	Note moyenne	% de note 5 ou +
– Le Premier ministre israélien, Ariel Sharon	3,2	31 %
– Le Président des États-Unis, Georges Bush	4,5	54 %
– Le Premier ministre britannique, Tony Blair	5,7	77 %
– Le Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat	3,7	38 %

Source : Panel électoral français 2002, vague 2, non redressée.

L'homme politique le plus populaire est le Premier ministre britannique, suivi d'assez loin par le président des États Unis, dont le score moyen de sympathie est inférieur à 5 sur 10. Les leaders israéliens et palestinien suscitent tous deux nettement plus d'antipathie, Ariel Sharon arrivant bon dernier avec une note moyenne de sympathie aux alentours de 3 et moins d'un tiers de notes égales ou supérieures à 5¹⁵. On note par ailleurs une forte corrélation positive entre les popularités de Bush et Sharon, une très faible corrélation négative entre celles de Bush et Arafat. Mais contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, il n'y a pas de relation négative significative entre la sympathie pour Arafat et celle pour Sharon¹⁶. Les sympathies exprimées pour ces leaders sont par ailleurs très structurées par la position politique de la personne

15. Scores calculés en excluant les sans réponses à la question, qui s'élèvent à respectivement 4 %, 1 %, 2 % et 2 % pour Sharon, Bush, Blair et Arafat. Notons toutefois qu'au sein de la minorité d'interviewés qui se définissent comme « juifs » (N = 22) ou « musulmans » (N = 55) les opinions sont beaucoup plus contrastées. Chez les premiers 68 % donnent à Sharon une note égale ou supérieure à 5 (contre 11 % des musulmans), chez les seconds 79 % donnent à Arafat une note égale ou supérieure à 5 (contre 5 % des juifs).

16. R de Pearson respectivement de .48 (sympathie Bush/Sharon et Bush/Blair), .27 (Blair/Sharon), .12 (Blair/Arafat), -.03 (Sharon/Arafat) et -.07 (Bush/Arafat). Elles sont toutes significatives au seuil de 0.01 sauf la corrélation Sharon/Arafat.

interrogée. La popularité de Sharon augmente à mesure que l'on se rapproche du pôle droit de l'échiquier politique, sa note moyenne sur 10 passant de 2,3 chez ceux qui se définissent comme d'extrême gauche à 4,2 pour ceux qui se définissent comme d'extrême droite¹⁷. La sympathie à l'égard de Georges Bush évolue de manière parallèle, sa note moyenne passant de 2,7 à l'extrême gauche à 5,6 à l'extrême droite. C'est exactement l'inverse dans le cas d'Arafat, dont la popularité passe de 1,9 à l'extrême droite à 4,8 à l'extrême gauche. Si on suit l'hypothèse de la « nouvelle judéophobie », logiquement l'adhésion au stéréotype antisémite « les Juifs ont trop de pouvoirs en France » devrait culminer à l'extrême gauche et chez les partisans d'Arafat et atteindre un minimum chez les plus favorables au président américain et au Premier ministre israélien. Or ce n'est pas si simple.

L'antisémitisme déclaré augmente effectivement avec l'hostilité affichée envers Sharon. La croyance en la toute-puissance des Juifs passe de 20 % chez ceux qui lui témoignent le plus de sympathie à 32 % chez ceux qui lui témoignent le plus d'antipathie¹⁸. Mais on notera, *a contrario*, que même chez les personnes les plus hostiles au premier ministre israélien, le rejet du stéréotype antisémite est nettement majoritaire (60 % de désaccord avec le stéréotype antisémite dans le groupe qui a le plus d'antipathie pour Sharon contre 71 % dans le groupe qui a le plus de sympathie pour Sharon, et 9 % de sans réponses dans les deux groupes).

La proportion d'antisémite n'est pas plus élevée chez les pro-Arafat. Elle est au contraire plus fréquente chez ceux qui n'aiment pas le leader palestinien que chez ceux qui l'aiment (respectivement 28 % et 24 % d'adhésion au stéréotype contre 21 % chez ceux qui ont une note de sympathie moyenne).

Si on combine enfin les cotes de sympathie d'Arafat et de Sharon, on voit que les personnes les plus antisémites sont celles qui ont le moins de sympathie pour Sharon, quels que soient leurs sentiments à l'égard d'Arafat. Mais les moins antisémites sont celles qui n'ont de l'antipathie pour aucun, l'adhésion au stéréotype anti-juifs atteignant son minimum (18 %) chez ceux qui ont une note élevée sur les deux échelles de sympathie (tableau 4).

17. La question était formulée : « Vous-même diriez-vous que vous vous situez : à l'extrême gauche, à gauche, au centre, à droite, à l'extrême droite ? »

18. On a à chaque fois réparti l'échantillon en trois tiers, par niveau croissant de sympathie pour Sharon (note 1/2-4/5 et +), Arafat (notes 1-2/3-4/5 et +) et Bush (notes 1-3/4-5/6 et +).

Tableau 4. *Antisémitisme selon le degré de sympathie pour Arafat et Sharon (%)*

« les Juifs ont trop de pouvoir en France » % tout à fait/plutôt d'accord	Note de sympathie pour Arafat :		
	Basse	Moyenne	Elevée
Note de sympathie pour Sharon :			
Basse	32 (498)	29 (245)	32 (565)
Moyenne	28 (456)	19 (499)	22 (388)
Elevée	24 (405)	19 (300)	18 (477)

Source : Panel électoral français 2002, vague 2, non redressée.

Enfin la proportion d'antisémites n'est pas plus forte chez les anti-Bush, au contraire, elle s'élève avec le degré de sympathie exprimée pour le président américain, qui, comme Sharon, obtient globalement ses meilleurs scores chez les électeurs plus autoritaires, plus ethnocentriques et plus marqués à droite.

Les sondages ont leurs limites. Il faudrait poser des questions plus précises pour distinguer ce qui relève, au-delà de la réprobation manifestée à l'égard du gouvernement Sharon et de sa politique dans les territoires, de l'antisionisme au sens de refus du droit d'Israël à l'existence, de l'antijudaïsme dans sa dimension religieuse, du négationnisme et de la banalisation de la Shoah, et de l'antisémitisme au sens ordinaire de racisme contre des personnes identifiées comme juives. Et analyser le retentissement du conflit israélo-palestinien et du terrorisme islamiste dans l'Hexagone, en tenant compte des multiples manières qu'il y a de se vivre comme juif, arabe ou musulman, demanderait une analyse plus fine. Avec ces limites, les deux sondages sollicités montrent cependant qu'au sein de la population française dans son ensemble, l'antisémitisme au sens classique de préjugé contre les Juifs ne progresse pas, au contraire. Il ne semble pas pour l'instant avoir fondamentalement changé de nature. Il touche les mêmes milieux qu'hier, il reste structuré par le clivage gauche droite. Et il ne recoupe pas exactement les sympathies et les antipathies suscitées par les protagonistes du conflit israélo-palestinien. Dans la très grande majorité des cas, afficher de l'antipathie pour le Premier ministre israélien, ou inversement de la sympathie pour le chef de l'Autorité palestinienne, n'implique pas l'adhésion au stéréotype classique du « pouvoir » juif. ♦

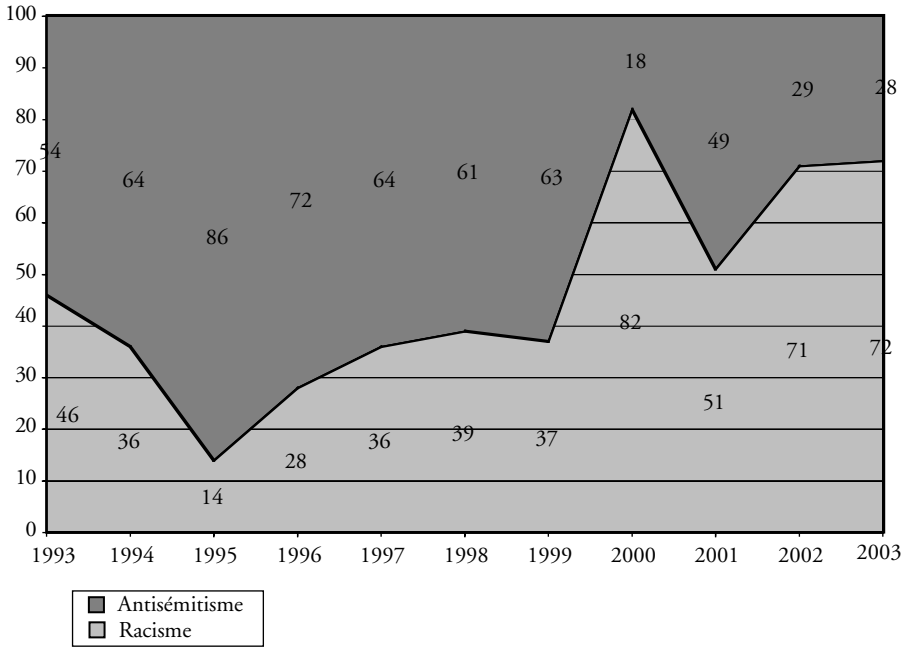
Nonna Mayer est directrice de recherche au CNRS affectée au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po) et responsable de la mention « Sociologie politique » dans le master Sociétés et Politiques Comparées de Sciences Po. Ses recherches portent sur les attitudes et comportements politiques, en particulier la sociologie de l'extrême droite, du racisme et de l'antisémitisme. Publications récentes : *Ces Français qui votent Le Pen* (Paris, Flammarion, 2002), *La démocratie à l'épreuve : une nouvelle approche de l'opinion des Français* (Co-direction avec Gérard Grunberg et Paul M. Sniderman, Presses de Sciences Po, 2002) et *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002* (co-direction avec Bruno Cautrès, Paris, Presses de Sciences Po, 2004).

RÉSUMÉ

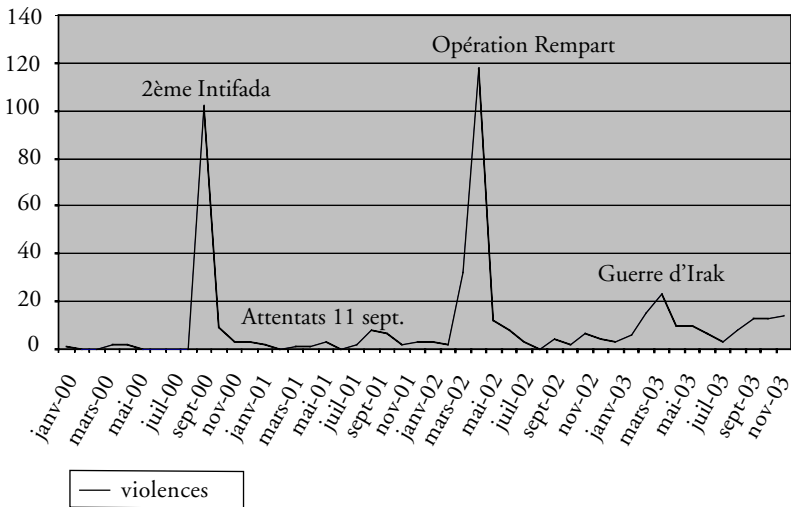
À partir de données de sondage, cet article relativise la montée d'une « nouvelle judéophobie » qui serait fondée sur la diabolisation d'Israël et du sionisme, et portée par la conjonction d'un islamisme radical et d'une extrême gauche tiers-mondiste. En France du moins les opinions antisémites déclarées sont plutôt en recul. Le rejet des Juifs reste corrélé aux autres formes de racisme et associé aux mêmes facteurs (faible niveau socioculturel et orientation politique de droite ou d'extrême droite). Et cet antisémitisme apparaît relativement indépendant du degré de sympathie/antipathie exprimée envers les protagonistes du conflit israélo-palestinien, Ariel Sharon et Yasser Arafat.

Drawing on data from various surveys, this article relativizes the oft-mooted rise of a "new Judeophobia": the demonization of Israel and Zionism by both radical Islamism and the pro-Third World extreme left. In France, at least, outspoken anti-Semitism is on the decline. Anti-Jewish sentiment remains correlated with other forms of racism and associated with the same factors: low socio-economic status, right-wing or extreme right-wing political orientation. Moreover, this anti-Semitism appears relatively independent of the degree of sympathy/antipathy expressed for the protagonists in the Israeli-Palestinian conflict, Ariel Sharon and Yasser Arafat.

Graphique 1 . Proportions respectives d'actes et menaces racistes et antisémites



Graphique 2 . Violences antisémites (2000-2003)



Graphique 3 . Adhésion au stéréotype
« les Juifs ont trop de pouvoir en France »

